



Rédactions nationales France 3

Double langage

Les salariés de la Rédaction nationale de France 3 auraient pu espérer un peu de changement après la nomination de la nouvelle direction de l'info. Mais, il faut bien constater que rien n'a vraiment changé depuis la nomination du tandem Field-Kara.

Seule nouveauté, la pratique d'un double langage assumé pour aller jusqu'au bout du projet mortifère de la disparition de la rédaction nationale.

D'un côté, la direction propose un grand travail participatif pour élaborer « le cahier des charges éditorial » censé différencier les éditions nationales. Pour séduire ceux qui doutent de la sincérité de la démarche, Michel Field déclare que « rien ne se fera avant cette clarification qui manque dans le projet info 2015 ».

Mais, d'un autre côté, les consultations des instances (CE, CCE, CHSCT) se poursuivent pour accélérer les déménagements, alors même que la future Chaîne Info risque de tout remettre en cause. Pour rappel, aucunes des instances n'a donné un avis favorable, et les risques psychosociaux sont régulièrement évoqués.

Et que dire de l'intervention des DEO qui montre quotidiennement la mise sous tutelle de la rédaction nationale de France 3. Beaucoup de journalistes ont été choqués par la manière dont un confrère a vu sa mission interrompue sur ordre du DEO sous prétexte d'un plateau qui ne lui a pas plu...

La CGT rappelle que la très grande majorité des salariés refusent toujours la fusion des rédactions. Lors de différentes rencontres avec les organisations syndicales ou avec les journalistes dans les services, la direction a répété que la fusion ne se ferait pas si tout le monde était contre, qu'elle était contre les mariages forcés... La CGT prend au mot ces déclarations !

Contrairement à un certain défaitisme entretenu par certains cadres, rien donc n'est encore joué. Il appartient désormais à chaque salarié opposé à la fusion de continuer à exprimer son refus. La CGT estime que participer à l'élaboration « participative » du cahier des charges éditorial n'a aucun sens alors que la direction continue de mettre en œuvre la fusion. Un projet éditorial fort ne pourra être mis en œuvre que par une rédaction et des équipes de reportage qui auront retrouvé leur autonomie et l'exercice réel de leur responsabilité de journalistes.

Enfin, la CGT prévient qu'elle n'acceptera pas des déménagements qui se feraient contre une rédaction qui refuse de se voir ainsi démantelée. Elle n'hésitera pas à déposer un préavis de grève illimité si la direction persiste dans son projet.

Paris, le 8 février 2016

Fax : 01 56 22 51.76